

Bulgarie

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Protection du droit à la vie

Décès d'enfants placés à l'assistance publique; absence d'enquête rapide et effective sur ces décès.

Nencheva et autres (48609/06)
Arrêt définitif le 18/09/2013

Surveillance soutenue
État d'exécution

Manquement à l'obligation d'assurer une réponse adéquate à un attentat mortel motivé par l'hostilité à l'égard de l'orientation sexuelle réelle ou présumée d'une victime, dont les auteurs étaient des personnes privées.

Stoyanova (56070/18)
Arrêt définitif le 14/09/2022

Surveillance soutenue
État d'exécution

Absence de protection de la vie d'une femme dans le cadre d'incidents répétés de violence domestique, dont les autorités avaient été informées.

Y. et autres (9077/18)
Arrêt définitif le 05/09/2022

Surveillance soutenue
État d'exécution

Absence de protection adéquate, en droit et en pratique, d'un mineur victime de violence domestique ; discrimination en raison de l'absence de traitement adéquat par les autorités de la violence domestique à l'égard des femmes.

A.E. (53891/20)
Arrêt définitif le 23/08/2023

Surveillance soutenue
État d'exécution

Actions des forces de sécurité – enquêtes effectives

Décès, actes de torture, mauvais traitements, usage excessif de la force ou défaut d'assistance médicale en temps utiles, survenus au cours de l'arrestation, garde à vue ou dans des établissements pénitentiaires ; absence d'enquêtes effectives.

Dimitrov et autres (77938/11 – ancien **groupe Velikova**)
Arrêt définitif le 17/11/2014

Surveillance soutenue
État d'exécution

Progrès significatifs : Plusieurs réformes importantes ont été adoptées concernant, entre autres, le critère d'« absolue nécessité » pour le recours à la force, les règles d'identification des policiers participant à des opérations spéciales et le renforcement du cadre des garanties contre les mauvais traitements, la création d'un mécanisme national de prévention, le contrôle judiciaire des refus d'ouvrir une enquête pour certaines catégories d'infractions et la pénalisation de la torture.

Absence d'enquêtes effectives concernant diverses infractions pénales : viols, séquestration, incitation à la prostitution.

S.Z. (29263/12)
Arrêt définitif le 03/06/2015

Surveillance soutenue
État d'exécution

Progrès significatifs : réformes importantes de mai 2023 introduisant, entre autres, un contrôle judiciaire des refus d'ouvrir une enquête pour certaines catégories d'infractions.

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Ineffectivité de l'enquête concernant le meurtre, en 2002, d'un procureur de haut-rang, en raison de l'absence en droit bulgare de garanties d'indépendance des enquêtes pénales.

Progrès significatifs : réformes importantes de mai 2023 introduisant un mécanisme d'enquête indépendante par un Procureur général.

Kolevi (1108/02)
Arrêt définitif le 05/02/2010

Surveillance soutenue
État d'exécution

► **Conditions de détention**

Centres de détention et prisons : surpeuplement carcéral, mauvaises conditions matérielles et sanitaires constituant un traitement inhumain et dégradant ; absence de soins médicaux ; absence de recours effectifs.

Progrès significatifs : La Cour européenne a estimé que les recours internes introduits en réponse à l'arrêt pilote *Neshkov et autres* peuvent être considérés comme effectifs.

Groupe Kehayov (41035/98+)
Neshkov et autres – arrêt pilote (36925/10+)
Arrêts définitifs les 18/04/2005 et 01/06/2015

Surveillance soutenue
État d'exécution

► **Légalité de la détention et questions connexes**

Procédures insatisfaisantes concernant le placement de personnes, souffrant de troubles mentaux, dans des foyers sociaux et absence de contrôle judiciaire de la légalité de la détention ; conditions de placement inhumaines et dégradantes et absence de recours effectifs ; impossibilité pour des personnes partiellement privées de leur capacité juridique de demander la restauration de leur capacité juridique devant les tribunaux.

Progrès significatifs : À la suite de réformes législatives de 2017, les personnes sous tutelle partielle ont désormais un accès direct au tribunal pour demander le rétablissement de leur capacité juridique.

Stanev (36760/06)
Arrêt définitif le 17/01/2012

Surveillance soutenue
État d'exécution

► **Accueil / Expulsion / Extradition**

Mesures d'expulsion et d'éloignement de ressortissants étrangers pour des motifs de sécurité nationale :

- absence de garanties adéquates dans les procédures d'éloignement et absence de contrôle judiciaire des motifs d'éloignement ;
- absence de contrôle judiciaire de la proportionnalité des mesures d'expulsion, notamment au regard du respect de la vie familiale ; non-respect du principe du contradictoire ;
- décisions judiciaires non accessible au public ;
- absence de recours suspensif pour contester l'expulsion lorsqu'il existe des risques de mauvais traitement dans le pays de destination.

Progrès significatifs : adoption d'une importante réforme législative sur l'expulsion des étrangers (indication du pays de destination dans un acte juridiquement contraignant, susceptible de faire l'objet d'un contrôle juridictionnel ; effet suspensif temporaire automatique des recours contre les arrêtés d'expulsion fondés sur des motifs de sécurité nationale, contenant des allégations fondées de risque important de

Groupe C.G. et autres (1365/07+)
Arrêt définitif le 24/07/2008

Surveillance soutenue
État d'exécution

Groupe Auad (46390/10+)
Arrêt définitif le 11/01/2012

Surveillance soutenue
État d'exécution

M. et autres (41416/08)
Arrêt définitif le 26/10/2011

Surveillance soutenue
État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

mort ou de mauvais traitements dans le pays de destination, qui peuvent être prolongés par décision des tribunaux internes ; dispositions relatives au contrôle juridictionnel rapide de la détention dans l'attente de l'expulsion).

► **Protection de la vie privée et familiale**

Correspondance et surveillance secrète : garanties insuffisantes contre l'usage arbitraire des pouvoirs prévus par la loi pour la mise en œuvre de mesure de surveillance spéciale ; absence de recours effectif.

Ekimdzhev et autres (70078/12 – ancien **groupe Association pour l'intégration Européenne et les droits de l'Homme et Ekimdzhev**)
Arrêt définitif le 11/04/2022

Surveillance soutenue
État d'exécution

Éviction ou démolition de logements construits illégalement : exécution planifiée d'une mesure d'éviction à l'encontre des occupants d'origine rom d'un campement illégal à Sofia où nombre d'entre eux vivaient depuis des décennies avec l'assentiment des autorités ou démolition planifiée du domicile d'autres requérants, sur la base de législation n'exigeant aucun examen de proportionnalité pour les expulsions ou les démolitions.

Yordanova et autres (25446/06)
Arrêt définitif le 24/09/2012

Ivanova et Cherkeзов (46577/15)
Arrêt définitif le 21/07/2016

Surveillance soutenue
État d'exécution

Manquement des autorités à l'obligation de fournir aux requérants, des ressortissants bulgares d'origine ethnique rom, la protection nécessaire de leur vie privée et familiale et de leur domicile à l'occasion de manifestations de la population locale contre les habitants roms du village.

Paketova et autres (17808/19)
Arrêt définitif le 04/01/2023

Surveillance soutenue
État d'exécution

Placement prolongé dans un internat fermé, sans évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant ni mesures visant à faciliter le regroupement familial, et absence de contrôle judiciaire périodique du placement.

I.G.D. (70139/14)
Arrêt définitif le 07/09/2022

Surveillance soutenue
État d'exécution

Refus injustifié des tribunaux nationaux de faire droit aux demandes de reconnaissance de changement de genre présentées par des personnes transgenres.

Y.T. (41701/16)
Arrêt définitif le 09/10/2020

Surveillance soutenue
État d'exécution

► **Liberté de religion**

Refus injustifiés d'enregistrer les organisations requérantes au motif que ces organisations religieuses avaient les mêmes croyances ou pratiques que l'Église orthodoxe bulgare, ou que les noms choisis par les églises requérantes étaient similaires au nom de l'Église orthodoxe bulgare.

Groupe Église orthodoxe vieille-calendariste de Bulgarie et autres (56751/13)
Arrêt définitif le 20/04/2021

Surveillance soutenue
État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

► *Liberté de réunion et d'association*

Refus injustifiés par les tribunaux d'enregistrer des associations visant à obtenir la reconnaissance de « la minorité macédonienne de Bulgarie », fondés sur des considérations de sécurité nationale, de protection de l'ordre public et des droits d'autrui (idées séparatistes alléguées) et sur l'interdiction constitutionnelle des associations poursuivant des objectifs politiques, ainsi que sur le non-respect des exigences légales formelles.

Groupe Organisation
Macedonienne Unie Ilinden et autres (59491/00+ et 34960/04+)
Arrêt définitif le 19/04/2006

Surveillance soutenue
État d'exécution

► *Protection de la propriété*

Absence des garanties procédurales contre l'arbitraire entourant la révocation de la licence d'une banque en 2005 : impossibilité de contester la révocation de la licence et des décisions des autorités chargées de poursuites, affectant le management de la banque, ainsi que le gel de comptes bancaires de deux personnes privées.

Iniquité des procédures d'insolvabilité en raison de l'absence d'une représentation appropriée de la banque requérante et du manquement du tribunal d'examiner le bienfondé des constatations de la Banque Nationale de Bulgarie concernant l'insolvabilité de la banque requérante.

International Bank of commerce and development AD et autres (7031/05)
Arrêt définitif le 17/10/2016

Surveillance soutenue
État d'exécution

Différentes violations liées à la restitution ou à l'indemnisation de biens (terres agricoles ou forestières) nationalisés pendant le régime communiste.

Mutishev et autres (18967/03)
Arrêt définitif le 03/03/2010

Surveillance soutenue
État d'exécution

Lyubomir Popov (69855/01)
Arrêt définitif le 07/04/2010

Surveillance standard
État d'exécution

Sivova and Koleva (30383/03)
Arrêt définitif le 04/06/2012

Surveillance standard
État d'exécution

Tomov and Nikolova (50506/09)
Arrêt définitif le 21/10/2016

Surveillance standard
État d'exécution

► *Droits électoraux*

Interdiction automatique et indifférenciée de voter, inscrite dans la Constitution, frappant les personnes purgeant une peine de prison.

Kulinski et Sabev (63849/09)
Arrêts définitifs le 21/10/2016

Surveillance soutenue
État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Interdiction automatique et généralisée du droit de vote des personnes sous tutelle partielle inscrite dans une disposition constitutionnelle.

Anatoliy Marinov (26081/17)
Arrêt définitif le 15/05/2022

Surveillance soutenue
État d'exécution

► **Liberté d'expression**

Procédure disciplinaire contre une juge et sanctions disciplinaires infligées par le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) en représailles à ses critiques du CSM et de l'exécutif, et ingérence dans l'exercice de son droit à la liberté d'expression « non nécessaire dans une société démocratique ».

Miroslava Todorova (40072/13)
Arrêt définitif le 19/01/2022

Surveillance soutenue
État d'exécution